



New Brunswick South Central Transition House and Second Stage Coalition

C.P. 73, St. Stephen (Nouveau-Brunswick) E3L 2W9

COMITÉ PERMANENT DE LA CONDITION FÉMININE

Le 8 novembre 2018

L'ÉCART ACTUEL ENTRE LES BESOINS ET LES PLACES DISPONIBLES DANS LES MAISONS DE TRANSITION.

- Les lits et l'hébergement ne sont qu'une partie des services indispensables que nos refuges offrent aux femmes victimes de violence et de mauvais traitements et à leurs enfants.
- Le fait de se concentrer uniquement sur les lits ne permet pas de bien mesurer l'étendue et la complexité de tous les services qu'un refuge offre à ses clients ou à la collectivité dans son ensemble.

Contexte : Les refuges et les ressources pour les femmes aux prises avec la violence et les mauvais traitements sont des lieux extrêmement complexes et intimes qui offrent une merveilleuse occasion de transformation personnelle, en dépit de la peur et de la tragédie.

Les femmes à qui nous offrons nos services sont souvent comme des réfugiées ou des prisonnières de guerre : elles ont besoin de faire le point avant de commencer à entrevoir les nouvelles possibilités de vie. Il ne suffit pas d'offrir un lit à ces femmes et à leurs enfants; il faut une expertise, du temps, une stratégie, une compréhension approfondie de la complexité de la situation que vivent ces femmes et des ressources pour provoquer les changements.

Une partie de notre travail consiste à aider ces femmes à sortir du mode défensif et de survie pour prendre du recul et comprendre exactement ce qui s'est passé, et pourquoi, pour qu'elles puissent se défaire du sentiment de peur et de culpabilité et croire en la possibilité d'une vie dans laquelle elles pourront s'accomplir et se sentir fières. Il faut beaucoup de travail, beaucoup de temps et une expertise dans le domaine.

LES PROGRAMMES FÉDÉRAUX ACTUELLEMENT EN VIGUEUR ET LE FINANCEMENT ACCORDÉ AUX REFUGES ET AUX MAISONS DE TRANSITION

- Ces programmes se sont avérés extrêmement utiles dans la modernisation de nos refuges vieillissants, la création de nouveaux refuges plus efficaces et l'accroissement du nombre de maisons de seconde étape, dont nous avons grandement besoin.
- Mais il faut que ces programmes soient plus transparents et qu'il soit plus facile de s'y retrouver dans le processus de demande sans qu'il soit nécessaire d'engager un expert ou de suivre un cours pour en venir à bout.

SOLUTIONS POSSIBLES POUR COMBLER L'ÉCART ENTRE LES BESOINS ET LES SERVICES OFFERTS

– Notre financement provient du gouvernement provincial. Par conséquent, nous sommes à la merci du cycle sans fin des élections. Dans notre province, ces dernières se tiennent habituellement tous les quatre ans. Il est donc pratiquement impossible de développer une vision et des programmes durables pour aller de l'avant. Nous passons du temps et déployons des efforts pour rencontrer les représentants du gouvernement au pouvoir, les informer et effectuer des démarches auprès de ces derniers et... quelques mois plus tard, ils sont remplacés par un « autre » parti politique.

– Il nous faut une vision nationale des services offerts aux femmes et aux enfants victimes de violence et de mauvais traitements pour en arriver à une forme d'équité entre les provinces. Certaines ont inclus dans leur budget des limites de financement acceptables pour ce travail tandis que d'autres prévoient des sommes beaucoup plus modestes. Cette situation ne favorise pas le développement d'une vision nationale globale pour le maintien des services et pour le développement de stratégies de prévention. Voilà pourquoi nous avons besoin d'un plan d'action national!

Remarque complémentaire : Un refuge qui vise spécifiquement à répondre aux besoins des femmes victimes de mauvais traitements et de violence, ce n'est pas la même chose qu'un refuge qui vise à répondre aux besoins des femmes qui font face à l'itinérance chronique ou épisodique. Si certaines des femmes qui font appel à nos services sont sans-abris, c'est la plupart du temps parce qu'elles doivent trouver un nouvel endroit sûr et sécuritaire lorsqu'elles quittent nos installations. C'est rarement chose facile. Nous sommes conscients qu'il arrive souvent que les femmes qui font face à l'itinérance chronique ou épisodique aient connu la violence et de mauvais traitements et si, de fait, elles se trouvent toujours dans une telle situation, il est évident qu'elles répondent aux critères d'admission dans l'un de nos refuges. Mais de façon générale, ce n'est pas une bonne idée de mélanger les populations. Les femmes qui fuient une relation violente s'épanouissent parce qu'elles sont entourées d'autres femmes qui connaissent les mêmes problèmes et parce qu'elles obtiennent l'aide du personnel du refuge, qui a développé une grande expertise dans le domaine. Lorsqu'une autre clientèle vit aussi dans le refuge, l'intimité n'est plus la même et les femmes peuvent ne plus se sentir aussi à l'aise de parler de leur situation. Lorsque des personnes vivant dans le refuge ne comprennent pas la dynamique de la violence, elles peuvent emmener celles qui ont fui leur relation à remettre en question leur choix en parlant en termes positifs de leur partenaire actuel. Celles qui n'ont pas vécu auprès d'un conjoint violent n'ont pas nécessairement le même engagement face à la vie privée et à la sécurité. Elles pourraient donc inciter la femme victime de violence à retourner auprès de son conjoint. Je comprends qu'il est déjà arrivé que des populations soient amalgamées et que les effets positifs l'ont emporté sur les effets négatifs. Mais l'expérience m'a aussi enseigné qu'un tel amalgame peut être contre-productif. En conclusion, nos refuges ne font pas qu'offrir un lit aux femmes dans le besoin, ils offrent beaucoup d'autres services aux résidentes, aux clients externes, à la collectivité au sens large, aux organismes qui ont la même clientèle que nous. Nos refuges donnent un coup de main dans le processus juridique (familial et criminel), ils offrent des programmes dans les écoles locales pour favoriser les saines relations et ils sont le visage public de l'un des enjeux sociaux les plus graves de nos collectivités.

Enfin, nos refuges et nos centres de ressources n'offrent pas que des « solutions temporaires » : ils sont des artisans du changement. Ils ne peuvent peut-être pas offrir tout ce dont une femme a besoin pour reconstruire sa vie, mais ils peuvent créer un climat qui l'aidera à mieux comprendre les effets que le contrôle et les mauvais traitements ont eus sur elle-même et sur ses enfants, et lui donner le courage de chercher les autres sources de soutien dont elle a besoin pour s'en sortir.

**Respectueusement soumis par Debrah Westerbug, coordonnatrice de la
New Brunswick South Central Transition House & Second Stage Coalition, Inc.**